

Troisième Forum social européen

Appel de l'Assemblée des Mouvements sociaux

Londres, octobre 2004

vendredi 4 novembre 2005, par [Assemblée des mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2004).

Nous sommes issus de toutes les campagnes et de tous les mouvements sociaux et citoyens, organisations de « sans », organisations syndicales, organisations de défense des droits humains, organisations de solidarité internationale, mouvements féministes, mouvements pacifistes contre la guerre. Nous venons de toutes les régions d'Europe pour nous rencontrer à Londres lors de ce 3^e Forum européen. Nous sommes divers et pluriels, ce dont nous avons fait une force.

La guerre représente aujourd'hui le visage le plus dur et le plus sombre du libéralisme. La guerre et l'occupation de l'Irak, l'occupation de la Palestine, les massacres en Tchétchénie et les guerres cachées du continent africain ruinent l'avenir de l'humanité. La guerre en Irak a été justifiée par des mensonges. Aujourd'hui l'Irak est humilié et détruit. Les Irakiens sont prisonniers de la guerre et de la terreur. L'occupation n'a débouché en aucune façon sur la liberté et de meilleures conditions de vie. Bien au contraire, elle a renforcé les partisans du « choc des civilisations ». Nous nous battons pour un arrêt immédiat des bombardements, le retrait des troupes d'occupation de l'Irak, et pour la restitution immédiate de la souveraineté au peuple irakien. Nous soutenons le droit du peuple irakien à résister à l'occupation.

Nous soutenons les mouvements israéliens et palestiniens qui se battent pour une paix juste et durable. Suite à la décision de la Cour internationale de justice et au vote unanime des pays européens lors de l'Assemblée générale de l'ONU, nous demandons la fin de l'occupation israélienne et la destruction du mur de l'apartheid. Nous demandons des sanctions économiques et politiques contre le gouvernement israélien tant que celui-ci continuera de violer le droit international et les droits du peuple palestinien. C'est pourquoi, nous participerons à la semaine de mobilisation internationale contre le mur de l'apartheid du 9 au 16 novembre et aux journées d'action européennes du 10 et 11 décembre, anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme.

Le dérèglement climatique à l'échelle mondiale est une menace sans précédent pour l'avenir de nos enfants et de l'humanité. Nous soutenons l'appel des organisations environnementales pour une action internationale sur le changement climatique en 2005. Nous soutenons les campagnes contre les OGM et pour une agriculture, une alimentation et un environnement sûrs.

En février 2005, nous nous joindrons aux actions et manifestations contre le sommet de l'OTAN à Nice. Face à la volonté des grandes puissances de continuer à diriger le monde pour y développer le modèle néolibéral, nous nous engageons à nous mobiliser massivement à l'occasion de la tenue du G8 en Ecosse en juillet 2005.

Nous luttons pour une autre Europe qui rejette le sexisme et les violences faites aux femmes et reconnaît le droit à l'avortement. Nous soutenons la journée internationale de mobilisation contre

les violences faites aux femmes le 25 novembre et les mobilisations organisées pour le 8 mars, journée internationale de la femme. Nous soutenons l'initiative européenne des 28 et 29 mai à Marseille proposée par la Marche mondiale des femmes.

Nous sommes contre le racisme et l'Europe forteresse, pour les droits des migrants et des demandeurs d'asile, pour la liberté de circulation, pour la citoyenneté de résidence et la fermeture des centres de rétention. Nous sommes contre l'expulsion des immigrés. Nous proposons une journée d'action le 2 avril 2005 contre le racisme, pour la liberté de circulation, pour le droit d'installation comme une alternative à une Europe fondée sur l'exclusion et l'exploitation.

Au moment où le traité constitutionnel européen entre dans la phase de ratification, nous tenons à affirmer qu'une consultation directe des peuples de l'Europe est nécessaire. Ce projet ne répond pas à nos aspirations. Ce traité constitutionnel consacre le néolibéralisme comme doctrine officielle de l'UE. Il fait de la concurrence le fondement du droit communautaire et de toutes les activités humaines. Il ne tient aucun compte des objectifs d'une société soutenable d'un point de vue écologiste. Il restreint la libre circulation des personnes et refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre. Il accorde un rôle à l'OTAN sur les politiques étrangères et de défense européennes et pousse à la militarisation de l'Union européenne. Enfin, il maintient le social dans le statut de pièce rapportée d'une construction européenne fondée sur le primat du marché, et acte, de fait, le démantèlement déjà programmé des services publics.

Nous luttons pour autre une Europe. Nos mobilisations portent l'espoir d'une Europe sans chômage ni précarité. Nous nous battons pour une agriculture paysanne qui assure la souveraineté alimentaire, préserve les emplois et défende, comme biens communs, la qualité de l'environnement et des produits agroalimentaires. Nous voulons une Europe ouverte sur le monde, respectant le droit d'asile, permettant à chacun d'y circuler librement, reconnaissant la citoyenneté de résidence à tous les étrangers y habitant. Nous demandons une véritable égalité sociale entre les femmes et les hommes et l'égalité des rémunérations. Nous voulons une Europe qui promeut la diversité culturelle et linguistique et respectera le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire de décider de leur futur de façon démocratique. Nous nous battons pour une autre Europe, une Europe respectueuse des droits des salariés et qui garantisse des salaires corrects et un haut niveau de protection sociale. Nous luttons contre toutes les mesures qui, en mettant en œuvre de nouvelles formes de sous-traitance, développent la précarité du travail.

Nous nous battons pour une Europe qui refuse la guerre, favorise la solidarité internationale et une société écologiquement durable. Nous luttons pour le désarmement, contre les armes nucléaires et contre les bases militaires des Etats-Unis et de l'OTAN. Nous soutenons tous ceux qui refusent de servir dans l'armée.

Nous rejetons la privatisation des services publics et des biens communs comme l'eau. Nous nous battons pour que les droits des êtres humains, les droits sociaux, économiques, politiques, culturels et écologiques l'emportent sur le droit de la concurrence, la logique du profit et l'asservissement des pays du Sud par la dette. Nous refusons l'utilisation de la « guerre contre le terrorisme » pour remettre en cause les droits civils et démocratiques et pour stigmatiser les divergences d'opinion et criminaliser les conflits sociaux.

Le mouvement social européen soutient la mobilisation nationale du 30 octobre en Italie lors de la signature du traité constitutionnel européen - contre la guerre, le néolibéralisme, le racisme, pour le retrait des troupes d'Irak et pour une autre Europe. Nous soutenons la mobilisation en janvier 2005 contre le sommet sur le traité constitutionnel européen entre la France, l'Espagne et l'Allemagne. Nous soutenons la mobilisation du 11 novembre 2004 contre la directive Bolkenstein.

Alors que la nouvelle Commission européenne affiche sans vergogne un profil ultralibéral, il nous faut engager un processus de mobilisation à l'échelle de toute l'Europe pour imposer la reconnaissance des droits sociaux, politiques, économiques, culturels et écologiques, tant individuels que collectifs, des femmes comme des hommes. Ce processus de mobilisation, qui doit permettre l'implication de tous les peuples d'Europe doit regrouper, au-delà des divergences, toutes les forces prêtes à s'engager à lutter contre le modèle néolibéral européen.

Le 20 mars 2005 marquera l'anniversaire du début de la guerre en Irak. Les 22 et 23 mars, le Conseil européen se réunira à Bruxelles. Nous appelons à des mobilisations dans tous les pays d'Europe. Nous lançons un appel pour une manifestation centrale à Bruxelles le 19 mars, contre la guerre et le racisme, contre l'Europe néolibérale, contre les privatisations, contre le projet de directive Bolkenstein et les attaques contre le temps de travail, pour une Europe des droits et de la solidarité entre les peuples. Nous lançons un appel à tous les mouvements sociaux et au mouvement syndical européen pour être dans la rue ce jour-là.